

# Industrie chimique européenne : la reprise après la crise ?

Gilbert Schorsch

## Les effets de la crise

### Quelques chiffres

Pour amorcer l'analyse de l'effet de la crise économique sur l'industrie chimique européenne, commençons par examiner quelques chiffres publiés à ce jour dans les principaux magazines techniques.

- Les données des États-Unis – les premières publiées, de loin les plus élaborées – portent sur les vingt premières sociétés chimiques cotées [1]. D'octobre 2008 à mars 2010, elles montrent une chute suivie d'une reprise tout aussi rapide des variations trimestrielles des indicateurs les plus significatifs : jusqu'à 38 % du chiffre d'affaires (CA) et jusqu'à 65 % des bénéfices. Elles mettent aussi en évidence leur parfaite concomitance. L'activité de l'industrie chimique est bien le thermomètre sensible pour dessiner la carte de la santé de l'économie !

- Parmi les données allemandes publiées ensuite – plus limitées car annuelles et relatives aux dix plus grandes entreprises –, deux sociétés se singularisent : Merck et Bayer affichent en 2009 pratiquement les mêmes CA qu'en 2008, avec des bénéfices en recul de 15 % seulement [2]. Pourquoi cette bonne tenue ? Par désobéissance au dogme des analystes financiers, prompts à délivrer des impératifs de réorganisation à l'industrie chimique, mais incapables de prévoir la crise financière. Ces deux sociétés n'ont pas coupé les cordons de la chimie et des sciences de la vie. Au paroxysme de la crise financière, à la mi-janvier 2009, la capitalisation boursière de Bayer dépassait même celle de BASF [3]. Merck et Bayer sont restées fidèles à la bonne recette paysanne : « *ne jamais mettre ses œufs dans le même panier.* » En période de crise, ce dicton s'est avéré plus efficace que les recommandations de la Bourse, bien mises à l'épreuve de l'économie réelle !

- En France enfin, en l'absence de synthèse, il faut se référer à des résultats isolés. Comme leurs confrères étrangers, Arkema et Rhodia ont enregistré une baisse de l'ordre de 20 % de leur CA et des pertes nettes respectives à 170 et 132 millions d'euros (voir *tableau*). Air Liquide limite la baisse de son CA à 6,2 % et annonce un résultat net positif de 1 230 millions d'euros ! Pourvoyeur de gaz à tous les secteurs industriels dans le monde, Air Liquide figurait avec Bayer et Merck en bonne position dans le palmarès des capitalisations boursières déjà évoqué [3]. Ce classement de début 2009 ne faisait qu'anticiper ses bons résultats annuels.

Les données publiées plus récemment sur les cinquante premières sociétés chimiques mondiales cotées résument bien les chiffres précédents [4]. Elles affichent des baisses moyennes de leur CA de 19,6 % mais limitent celles de leurs bénéfices à seulement 6,2 %. Et pour cause, le classement intègre à présent des sociétés asiatiques récemment apparues, comme le chinois Sinopec, Formosa Plastics, l'indien Reliance ou le sud-coréen LG Chem.

### Les résultats d'Arkema et de Rhodia pour 2009 et au 1<sup>er</sup> semestre 2010 sont conformes à la moyenne des grands groupes.

Les chiffres des CA, EBITDA et résultats sont exprimés en millions d'euros.  
\*EBITDA : résultat d'exploitation courant augmenté des dotations aux amortissements comptabilisées dans le résultat d'exploitation courant.

		Arkema	Rhodia
<b>Chiffre d'affaires</b>	2007	5 675	4 781
	2008	5 633	4 763
	2009	4 444 (- 21,1 %)	4 031 (- 18 %)
	<b>au 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	2 259	1 907
	<b>au 1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>2 913 (+ 29 %)</b>	<b>2 506 (+ 31,4 %)</b>
<b>EBITDA*</b>	2007	518	758
	2008	498	664
	2009	310 (- 37,8 %)	487 (-28 %)
	<b>au 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	127	113
	<b>au 1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>378 (+ 197 %)</b>	<b>447 (+ 295 %)</b>
<b>Résultat net</b>	2007	122	129
	2008	100	105
	<b>2009</b>	<b>- 172</b>	<b>- 132</b>
	<b>au 1<sup>er</sup> semestre 2009</b>	- 149	- 174
	<b>au 1<sup>er</sup> semestre 2010</b>	<b>159 (+ 206,7 %)</b>	<b>112 (+ 164,4 %)</b>

Mais les entreprises cotées sont loin de représenter l'ensemble de l'industrie chimique, et le contenu des informations qu'elles délivrent n'est probablement pas toujours homogène.

De leur côté, les syndicats patronaux de la profession fournissent périodiquement des informations sur les ventes de leurs adhérents. En l'absence de données européennes actualisées, la comparaison des ventes 2008/2009 des entreprises chimiques en France – multinationales et PME confondues – fait état d'un recul de 9,7 % en moyenne, avec des différences importantes selon les secteurs d'activité. Cette valeur paraît optimiste comparée aux autres résultats disponibles.

Méfions-nous donc des seuls chiffres. Ils ne font qu'esquisser la face visible de l'iceberg. Le bilan de la partie invisible, celle du chômage et des entreprises disparues, reste à faire.

### Quelques enseignements complémentaires

- Quelques observations plus générales permettent aussi de lire les répercussions de la crise. Grâce à l'appel d'air des pays dits émergents, la plupart des multinationales reconnaissent avoir réussi à limiter les effets de la crise.

L'effet conjugué de leurs exportations de produits fabriqués dans leurs pays d'origine et de leurs investissements à proximité des marchés demandeurs est venu à leur secours. Il faut en déduire que les PME – et particulièrement les françaises, petites et moins exportatrices – ont été touchées par le ralentissement de leurs ventes sur leurs marchés nationaux. De plus grande taille et davantage tournées vers l'exportation, leurs consœurs allemandes ont mieux résisté. Les entreprises chimiques des pays développés ont donc traversé l'épreuve de façon différenciée.

- Une deuxième conséquence mérite d'être prise en considération. La crise a freiné la mise en œuvre de nombre de bonnes intentions apparentes. Son spectre a plané sur les discussions des « Grenelle 1 et 2 de l'environnement » en France, sur la « taxe carbone » en Europe, et sur le Sommet de Copenhague consacré au changement climatique. La prime à la casse a pris le dessus sur les émissions de gaz à effet de serre ! La voix de l'European Chemical Agency (ECHA) en provenance d'Helsinki, sur la sécurité des produits, est devenue moins audible, du moins à l'extérieur du cercle des initiés. Dans l'urgence, la crise a eu le mérite de fixer clairement la priorité : c'est l'emploi. Et c'est tant mieux !

- Ironie du hasard enfin : 2009, l'année de crise, coïncidait aussi avec la célébration de Darwin. Tout naturellement, la crise a opéré la sélection des entreprises performantes. Toutes les entreprises qui subsistent – quels que soient leur taille et leur statut – ont fait preuve de remarquables capacités d'adaptation et de gestion de leurs moyens de production et de financement. Elles sortent ainsi renforcées de la crise, prêtes à affronter les défis à venir. Et c'est tant mieux... À titre d'exemple, à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2010, Arkema affichait sa « meilleure performance historique » et Rhodia annonçait une « rentabilité record » ! Mais il serait intéressant de comparer en détail le comportement des sociétés américaines, plus enclines aux licenciements, avec celui des sociétés européennes, plus conscientes de leurs responsabilités sociales.

**l'équation à résoudre est clairement posée :**  
**« reprise = croissance économique + développement durable »**

## Les conditions de la reprise

À présent, le responsable de la crise est parfaitement identifié et unanimement reconnu : c'est l'endettement. À tous les niveaux, particuliers, banques et états ont vécu au-dessus de leurs moyens, c'est-à-dire à crédit. La dérégulation du système bancaire a engendré la crise économique. Ébranlées, les fondations de l'édifice chimie ont résisté à la tempête. Les résultats du premier semestre 2010, par rapport à son équivalent 2009 très décevant, sont forcément encourageants. La reprise se dessine, mais fragile encore. En attendant une véritable régulation du système financier, des plans de relance sont en préparation. Le deuxième semestre demeure incertain.

### L'équation à résoudre

Un peu partout en Europe, dans la chimie et en aval de la chimie, des emplois ont été supprimés, des usines fermées. Par manque d'emplois, les reclassements se sont avérés difficiles. Tant au niveau national – pôles de compétitivité, subventions de l'Agence Nationale de la Recherche... – qu'à celui de leurs équivalents européens – 7<sup>e</sup> PCRD, bourses de l'« European Research Committee »... –, les aides mises en place avant la crise pour favoriser l'innovation tardent encore à prouver leur efficacité.

Durant la crise, les dirigeants des entreprises européennes, en liaison avec les pouvoirs publics, ont démontré leur souci de leurs responsabilités sociales. Les catastrophes naturelles de l'été leur ont aussi rappelé leurs responsabilités environnementales. Plus que jamais, l'équation à résoudre est clairement posée : « reprise = croissance économique + développement durable ». Une croissance au service du développement durable ou un développement durable pour stimuler la croissance ? Qu'importe ! L'entrelacement entre ces deux ingrédients de la reprise est évident, et leur ajustement s'avère subtil. L'identification des bons ferments pour faire lever la pâte reste à faire ! La porte de la reprise s'avère étroite [5]. Comment l'entrebâiller ? Les deux orientations suggérées ne sont contradictoires qu'en apparence.

### Reserrer les rangs pour s'adapter plus vite

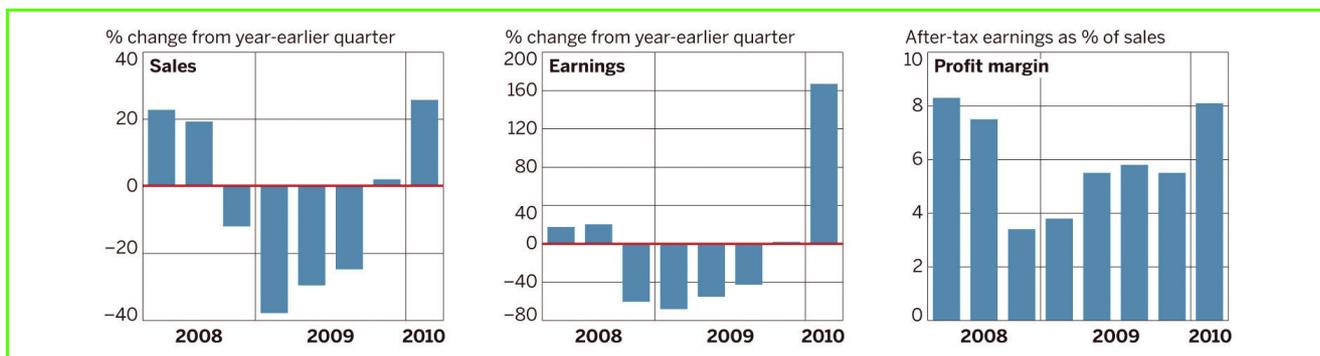
Comme la bicyclette, la chimie avance sur deux roues : l'université et l'industrie. À présent, les structures de concertation sont en place un peu partout en Europe. Le but de la compétition est clairement fixé ; c'est la création d'emplois. Dorénavant, cet indicateur de la conjugaison des performances collectives doit prendre le pas sur le nombre de publications et le nombre de brevets, des indicateurs de performances trop individuels dans le contexte actuel.

Pour identifier des projets porteurs de vrais emplois, compétitifs et pérennes, les deux communautés doivent renoncer momentanément à sacrifier à leurs dieux favoris, « connaissance pure » et « innovation technologique ». En période de pénurie, en l'absence d'une véritable stratégie industrielle européenne, elles doivent ensemble, en concertation avec les pouvoirs publics, mieux cibler les secteurs prioritaires, proposer une stratégie qui intègre innovations technologiques et socio-économiques, fixer leurs

objectifs communs, concentrer les moyens sur l'essentiel, bref accepter de passer du « futile » à « l'utile », c'est-à-dire à l'essentiel, au vital. À présent, il s'agit de s'occuper et de parler des vrais problèmes – la

sécurité des produits, le choix des matières premières pour remplacer progressivement celles d'origine fossile, la contribution de la chimie aux nouvelles énergies (pour faire court)... – et de ne pas seulement occuper des équipes de projets.

Pour le moment, la faiblesse de la demande dans les pays développés a été contrebalancée par le dynamisme en Asie. Comme déjà dit, cet appel d'air a permis de limiter les dégâts. En Europe, les grands groupes en ont profité davantage que les PME. Une chimie à double vitesse – des multinationales à l'international et des PME limitées à leurs marchés nationaux – n'est pas durable donc pas viable. L'Allemagne a mieux su gérer cette dualité que la France. Il s'agit de progresser globalement, et pas seulement dans les pays dits émergents. Il ne faut pas négliger les pays développés en quête d'un mode de vie adapté aux évolutions incontournables. Le slogan « penser globalement et agir localement » doit aussi s'appliquer en France, où les PME ont souvent été les oubliées des réflexions stratégiques. Le gisement d'emplois des PME doit y être mieux exploité. C'est pourquoi il faudra aussi multiplier les ponts entre multinationales et PME. Ensemble, elles doivent exploiter les opportunités qu'offrent les exportations, mais aussi les innovations dont nos concitoyens ont besoin chez eux pour prendre plus vite les virages qui s'imposent. Les



### L'industrie chimique américaine du 2<sup>e</sup> trimestre 2008 au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (chiffres d'affaire, bénéfices et profits).

Reprinted with permission from Voith M., Brisk rebound for chemical earnings, *Chem. Eng. News*, 17 mai 2010, 88(20), p. 19.

PME, laboratoires grandeur nature pour creuser les nouvelles fondations que l'industrie chimique doit bâtir ? Après les services et les commerces de proximité, pourquoi pas une industrie chimique de proximité, à l'interface des ressources locales, de la grande industrie et des besoins locaux ? Bref, un « marché local ».

Si des initiatives intéressantes de ce type émergeaient des pôles de compétitivité à présent en place, *L'Actualité Chimique* se ferait un plaisir de les publier.

### S'ouvrir au grand public en informant plus et mieux

La reprise implique un double changement simultané : les acteurs professionnels devront revoir leurs pratiques courantes et les citoyens-consommateurs changer leurs comportements. Cette simultanéité représente un défi pour tous.

Pour que le grand public devienne acteur des évolutions nécessaires, il ne suffira plus de simplement communiquer. Il faudra l'informer réellement, plus et mieux. Les responsables universitaires et industriels n'en ont pas toujours conscience. Durant la crise, les sociétés cotées ont toutes maintenu leurs conférences de presse financières, statutaires reconnaissons-le. Par souci d'économie, les sociétés qui organisaient des rendez-vous avec la presse technique ont profité de la crise pour les supprimer. Seules Wacker, Lanxess et BASF les ont maintenus. Nos concitoyens ont besoin d'être réconciliés avec la chimie, rassurés sur la sécurité des produits qu'ils utilisent quotidiennement. Ils doivent être informés clairement sur le compromis bénéfices/risques des nouvelles technologies, porteuses des évolutions. Le débat public sur les nanotechnologies en France a récemment montré les difficultés d'un dialogue constructif, et les limites d'une confrontation sans écoute ni concession. Il faut trouver le bon niveau d'échange et une pédagogie plus adaptée, par suite d'une connaissance fragmentée d'un côté, d'un discours trop technique de l'autre. L'information réciproque permettra d'éviter sectarisme et mauvaise foi. L'Année internationale de la chimie en 2011 vient à propos ; elle devrait fournir l'occasion d'illustrer et de faire comprendre l'apport des scientifiques et des industriels, de jeter des ponts en direction du grand public.

### Conclusion : la chimie, une chance pour l'Europe

Les besoins des pays émergents – accès au logement, infrastructures de transport, équipements industriels... – ont

permis de limiter la baisse de la demande dans les pays développés. Dans ceux-ci, le secteur des biens de consommation courante – nourriture, hygiène et santé... – a moins souffert que les secteurs exigeant des investissements de la part des entreprises et des particuliers, touchés ou craignant de l'être par le chômage. La crise a mis en lumière, comme un boomerang bienfaiteur, l'effet de la mondialisation, c'est-à-dire la solidarité intercontinentale, qui tend à égaliser les niveaux de vie, entre économies solvables.

Présente dans l'ensemble de ces divers secteurs, la chimie européenne a été exposée et touchée brutalement par la déstabilisation de l'économie mondiale. Elle s'est ressaisie rapidement car elle couvre l'ensemble des besoins des populations, quel que soit leur pouvoir d'achat. Mais il ne faut pas se leurrer.

Cette reprise fragile coïncide avec la remise en cause des paradigmes sur lesquels l'économie et la chimie mondiales se sont développées – prédominance des matières premières fossiles non renouvelables, grandes unités de production avec les risques qu'elles représentent, le tout économique, au mépris de la dignité humaine... À brève échéance, les fondations de la chimie seront à revoir.

Par son poids, son expérience, par les valeurs aussi qu'elle porte, la chimie européenne est prête à affronter ce défi [6]. Si des contraintes socio-législatives trop lourdes ne la pénalisent pas vis-à-vis de ses concurrents des autres continents, elle a la volonté et des chances de le relever !

### Références

- [1] Voith M., *C & EN*, 2010 : Sales and earnings tumpositive, 22 fév., p. 21 ; Brisk rebound for chemical earnings, 17 mai, p. 19.
- [2] Buhlman M., Verloren und trotzdem zufrieden, *Nachrichten aus der Chemie*, mai 2010, p. 551.
- [3] *La Tribune*, 15 janv. 2009.
- [4] Tullo A., Global top 50, *C & EN*, 26 juillet 2010, p. 13.
- [5] Industry adapts to era of low demand, Facts & Figures, *C & EN*, 5 juillet 2010, p. 31.
- [6] Schorsch G., De « la chimie en Europe » à « la chimie pour l'Europe », 2005, 283, p. 38.



#### Gilbert Schorsch

est chargé de la rubrique « Industrie » de *L'Actualité Chimique*\*.

\* 28 rue Saint-Dominique, 75005 Paris.  
Courriel : cgschorsch@aol.com